

Territoires Palestiniens: le spectre d'une crise humanitaire

lefigaro.fr (avec AFP)
11 avril 2006, (Rubrique International)

Les agences des Nations Unies craignent une grave détérioration des conditions de vie de la population après la suspension des aides directes américaine et européenne au gouvernement du Hamas.

Washington et Bruxelles l'ont promis. Ils aideront la population palestinienne sans soutenir le gouvernement. Principale préoccupation : le non-paiement des salaires des quelque 140.000 fonctionnaires qui permettent de faire vivre environ 23 % de la population palestinienne, estimée à plus de 3,5 millions d'habitants.

« Il est évident que si une bonne partie des fonctionnaires se retrouvent sans salaire, des gens relativement aisés vont passer sous le seuil de pauvreté et devenir des bénéficiaires potentiels d'assistance humanitaire », déplore le directeur du Programme alimentaire mondial (PAM) dans les territoires palestiniens. « La situation n'est pas brillante, nous espérons simplement que cela n'engendrera pas une crise humanitaire à grande échelle », poursuit-il, soulignant qu'il existait « des symptômes indiquant que la situation humanitaire des plus pauvres s'aggrave ».

Dépendance

Le responsable de l'agence des Nations unies pour le secours aux réfugiés de Palestine (UNRWA) dans la bande de Gaza explique, de son côté, que « la population de Gaza est extrêmement dépendante de l'aide des donateurs ». « Quand elles sont réduites, cela a un impact immédiat sur le terrain », a-t-il constaté, ajoutant : « La situation est déjà très mauvaise et nous avons la grippe aviaire qui est loin d'être maîtrisée ». Et de s'inquiéter des conséquences sur la situation sécuritaire. « Si les forces de sécurité ne sont pas payées, comment exprimeront-elles leur frustration, quelles seront les répercussions sur la sécurité à Gaza », s'interroge-t-il.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a, quant à elle, mis en garde récemment contre un éventuel « effondrement » du système public de santé palestinien si les ressources venaient à manquer.

Aides redirigées

Les Etats-Unis et l'Union européenne avaient conditionné la poursuite de leurs aides au gouvernement du Hamas au renoncement à la violence, la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël ainsi que les accords signés par les Palestiniens avec lui. Mais pour l'heure, le Hamas s'y refuse. Ils ont toutefois indiqué qu'ils n'avaient pas l'intention de « punir » la population palestinienne pour avoir choisi le Hamas et annoncé qu'ils allaient rediriger leurs aides, notamment, vers les agences des Nations Unies. Washington a ainsi indiqué que son assistance humanitaire allait être portée à 245 millions de dollars contre 153 millions prévus avant le scrutin de janvier.

Mais les agences de l'Onu se plaignent du manque chronique de fonds et du non-respect des promesses des donateurs. En d'autres termes, l'augmentation des fonds versés ne pourrait servir qu'à combler les manques existants. Le responsable de l'UNRWA supplie « Notre message aux donateurs est: S'il vous plaît, donnez-nous l'argent pour les besoins immédiats ». Selon lui, seuls 14 millions de dollars ont été reçus dans le cadre d'un appel d'urgence de l'UNRWA pour 2006, qui a besoin d'un total de 95 millions USD.

Les agences des Nations Unies craignent une grave détérioration des conditions de vie de la population après la suspension des aides directes américaine et européenne au gouvernement du Hamas.



Washington et Bruxelles l'ont promis. Ils aideront la population palestinienne sans soutenir le gouvernement. Principale préoccupation : le non-paiement des salaires des quelque 140.000 fonctionnaires qui permettent de faire vivre environ 23 % de la population palestinienne, estimée à plus de 3,5 millions d'habitants.

« Il est évident que si une bonne partie des fonctionnaires se retrouvent sans salaire, des gens relativement aisés vont passer sous le seuil de pauvreté et devenir des bénéficiaires potentiels d'assistance humanitaire », déplore le directeur du Programme alimentaire mondial (PAM) dans les territoires palestiniens. « La situation n'est pas brillante, nous espérons simplement que cela n'engendrera pas une crise humanitaire à grande échelle », poursuit-il, soulignant qu'il existait « des symptômes indiquant que la situation humanitaire des plus pauvres s'aggrave ».

Dépendance

Le responsable de l'agence des Nations unies pour le secours aux réfugiés de Palestine (UNRWA) dans la bande de Gaza explique, de son côté, que « la population de Gaza est extrêmement dépendante de l'aide des donateurs ». « Quand elles sont réduites, cela a un impact immédiat sur le terrain », a-t-il constaté, ajoutant : « La situation est déjà très mauvaise et nous avons la grippe aviaire qui est loin d'être maîtrisée ». Et de s'inquiéter

des conséquences sur la situation sécuritaire. « Si les forces de sécurité ne sont pas payées, comment exprimeront-elles leur frustration, quelles seront les répercussions sur la sécurité à Gaza », s'interroge-t-il.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a, quant à elle, mis en garde récemment contre un éventuel « effondrement » du système public de santé palestinien si les ressources venaient à manquer.

Aides redirigées

Les Etats-Unis et l'Union européenne avaient conditionné la poursuite de leurs aides au gouvernement du Hamas au renoncement à la violence, la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël ainsi que les accords signés par les Palestiniens avec lui. Mais pour l'heure, le Hamas s'y refuse. Ils ont toutefois indiqué qu'ils n'avaient pas l'intention de « punir » la population palestinienne pour avoir choisi le Hamas et annoncé qu'ils allaient rediriger leurs aides, notamment, vers les agences des Nations Unies. Washington a ainsi indiqué que son assistance humanitaire allait être portée à 245 millions de dollars contre 153 millions prévus avant le scrutin de janvier.

Mais les agences de l'Onu se plaignent du manque chronique de fonds et du non-respect des promesses des donateurs. En d'autres termes, l'augmentation des fonds versés ne pourrait servir qu'à combler les manques existants. Le responsable de l'UNRWA supplie « Notre message aux donateurs est: S'il vous plaît, donnez-nous l'argent pour les besoins immédiats ». Selon lui, seuls 14 millions de dollars ont été reçus dans le cadre d'un appel d'urgence de l'UNRWA pour 2006, qui a besoin d'un total de 95 millions USD.